

Les comptes de la Nation en 2006

Accélération de l'activité

Franck Arnaud, Antonin Aviat, Adrien Friez,
département des Comptes nationaux, Insee

En 2006, le produit intérieur brut augmente en moyenne annuelle de 2,0 % en volume, après 1,7 % en 2005 et 2,5 % en 2004. Corrigée du nombre de jours ouvrables, l'accélération de l'activité d'une année sur l'autre est plus nette : la progression de 2006 s'en trouve majorée de 0,2 point à + 2,2 %. Le solde extérieur continue de freiner la croissance, mais à un degré moindre. La consommation des ménages et l'investissement restent dynamiques. Le pouvoir d'achat du revenu disponible des ménages gagne de la vigueur et leur taux d'épargne progresse. Le taux de marge des sociétés non financières se maintient. Le déficit public se réduit, sous l'effet d'une hausse du taux de prélèvements obligatoires et d'un ralentissement des dépenses publiques.

En 2006, l'économie française accélère : la croissance du PIB s'établit à 2,0 % contre 1,7 % en 2005. Cette accélération est le fait de la production de biens (+ 0,7 % après + 0,5 %) et plus encore de services (+ 2,6 % après + 2,3 %). La production de biens est tirée par les biens intermédiaires, les biens de consommation et surtout les biens d'équipement ; à l'inverse la construction automobile se replie et la production d'eau, gaz et électricité, ralentit sous l'effet de la douceur du climat sur l'année. La progression du BTP reste solide (+ 3,9 %). Le regain de dynamisme de la production de services est quasi généralisé (commerce, transports, services aux particuliers, services immobiliers) ; seule la production d'activité financière ralentit.

Exportations et importations en forte hausse

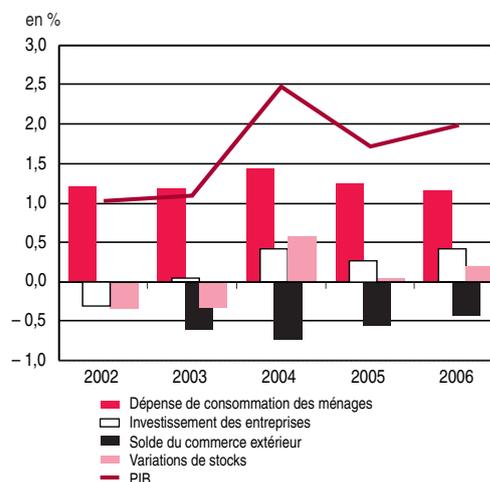
Les échanges extérieurs s'intensifient nettement. Les exportations (+ 5,5 % après 2,8 %

en 2005) bénéficient d'un environnement international très porteur, avec en particulier la reprise de l'activité de la zone euro, tandis que les importations (+ 6,8 % après 5,0 % en 2005) profitent de la vigueur renouvelée de la demande intérieure. Toutefois, le dynamisme des exportations demeure un peu en retrait de celui des importations, si bien que le solde extérieur continue de peser sur la croissance, même si ce poids s'atténue.

Les exportations de biens d'équipement et de biens intermédiaires accélèrent nettement (respectivement + 14,3 % et + 6,5 %, contre + 3,4 % et + 0,9 % l'année précédente) grâce, notamment, à la reprise de l'activité en Europe. Les exportations de biens de consommation continuent de progresser fortement (+ 8,1 %). En revanche, les exportations de la branche automobile stagnent, comme en 2005.

La croissance plus vive des importations provient au premier chef des biens d'équipement et des biens intermédiaires (respectivement + 14,2 % et + 8,9 %, contre + 9,8 % et + 2,0 % l'année précédente). Les importations de biens de consommation continuent à croître à un rythme très élevé (+ 10,6 %). À l'inverse, les importations d'énergie stagnent en volume, après avoir crû de plus de 5 % sur les deux années précédentes. Les importations de services aux entreprises ralentissent.

Contributions à la croissance du PIB



Source : comptes nationaux, base 2000, Insee.

En valeur, le solde commercial continue de se creuser en 2006, mais moins fortement qu'en 2005. Il s'établit à - 25,8 milliards d'euros. Le solde des échanges de biens s'est moins dégradé en 2006 que l'année précédente. Celui des services se détériore plus rapidement, sous l'influence simultanée d'une accélération des importations et d'un ralentissement des exportations de services financiers. En revanche, l'excédent touristique s'améliore en 2006.

Le dynamisme de l'investissement se maintient

En 2006, l'investissement reste dynamique (+ 3,7 % en volume). Toutefois,

ce maintien global cache des disparités sectorielles.

En effet, l'investissement des entreprises accélère (+ 4,1 % après + 2,7 %), alors que celui des administrations publiques, du fait de l'État, décélère (+ 1,2 % après + 7,1 % en 2005). L'investissement des ménages décélère lui aussi quelque peu, mais il continue de croître à un rythme élevé (+ 4,5 % après + 6,2 %).

La légère accélération de l'investissement en BTP recouvre un dynamisme très fort du bâtiment (qui est le fait des entreprises et des ménages) et un ralentissement des travaux publics (lié à une demande moins favorable de la part des administrations publiques). L'investissement en biens d'équipement est toujours soutenu.

Effet sur les dividendes et l'impôt du mécanisme de l'avoir fiscal

À compter de 2006, la distribution de dividendes n'ouvre plus droit à avoir fiscal et un nouveau mécanisme d'abattement est mis en place. Dans les comptes nationaux, l'avoir fiscal donnait lieu à un retraitement spécial : on diminuait l'impôt payé par le verseur de dividendes (les entreprises) et on augmentait à due concurrence les dividendes versés ; en contrepartie, on augmentait les impôts payés par le receveur de dividendes (en particulier les ménages). Ce retraitement était neutre sur l'épargne brute des entreprises comme des ménages.

La disparition de l'avoir fiscal conduit en 2006, toutes choses égales par ailleurs, à ne plus diminuer l'impôt des entreprises

verseuses de dividendes et à ne plus augmenter les dividendes qu'elles versent aux ménages. Les évolutions des dividendes reçus par les ménages, comme l'impôt sur le revenu qu'ils paient, s'en trouvent amoindries d'autant.

L'évolution du solde des revenus de la propriété (reçus moins versés), est ainsi bien plus forte si l'on neutralise l'effet de la réforme (+ 7,5 % contre + 1,7 %, soit l'équivalent de 0,4 point de RDB). Symétriquement, l'évolution des impôts sur le revenu versés par les ménages est affectée par ce changement : ces impôts augmentent de 2,4 % ; hors effet de la suppression de l'avoir fiscal, ils progressent de 6,8 %.

La consommation des ménages reste très solide

Le volume des dépenses de consommation des ménages conserve un rythme de croissance solide en 2006 (+ 2,1 % après + 2,2 % l'année précédente), plus vigoureux pour les dépenses de services (+ 2,8 %) que de biens (+ 1,4 %). L'accélération des dépenses de consommation de services est principalement due aux télécommunications, aux services de logement et à l'hôtellerie-restauration. Les achats de biens manufacturés continuent de croître sensiblement (+ 2,3 % après + 3,3 %), à l'exception des achats d'automobiles qui stagnent après deux années de progression. La consommation de produits énergétiques recule de 1,2 %.

La dépense de consommation des administrations publiques continue de progresser : + 1,4 % en volume en 2006, après + 0,9 % en 2005. Le surcroît de croissance provient essentiellement des dépenses collectives des administrations publiques (+ 1,4 % après + 0,1 %). Les dépenses dites individualisables des administrations (éducation, santé) augmentent de + 1,4 %, comme en 2005.

Le pouvoir d'achat des ménages finance leur consommation et leur investissement

En 2006 le revenu disponible brut des ménages (RDB) augmente de 4,3 %, après + 3,5 % en 2005. Compte tenu d'une évolution du prix de la dépense de consommation des ménages de + 1,9 %, le pouvoir d'achat du RDB progresse de 2,3 % (+ 1,7 % en 2005).

La masse salariale brute versée aux ménages progresse plus vite qu'en 2005 (+ 3,8 % après + 3,3 %) grâce à une amélioration de l'emploi et du salaire moyen par tête. La masse des rémunérations versées par les entreprises augmente de 4,1 % (après + 3,5 % en 2005), tandis que celle des administrations publiques ralentit (+ 3,0 % après + 3,2 %). Le revenu mixte des ménages, qui émane des entreprises individuelles, s'accroît très nettement (+ 5,6 % après + 1,3 %), sous l'effet d'une conjoncture favorable dans la construction et le commerce.

L'excédent brut d'exploitation (EBE) des ménages, essentiellement constitué des

1 Le PIB et les opérations sur biens et services

	Évolution en volume aux prix de l'année précédente, en %			2006		
	2004	2005	2006	Prix évolution en %	Milliards d'euros	Contribution à la croissance du PIB
Produit intérieur brut (PIB)	2,5	1,7	2,0	2,3	1 792,0	2,0
Importations	7,1	5,0	6,8	2,5	507,0	-1,8
Total des emplois finals	3,4	2,4	3,0	2,3	2 298,9	3,8
Consommation effective des ménages	2,5	2,0	1,9	2,0	1 292,5	1,4
dont : dépense de consommation						
- des ménages	2,6	2,2	2,1	1,9	993,2	1,2
- individualisable des administrations	2,3	1,4	1,4	2,3	276,0	0,2
Consommation effective des administrations publiques	2,2	0,1	1,4	2,3	147,7	0,1
Formation brute de capital fixe	3,6	4,0	3,7	3,7	366,4	0,7
dont :						
- des entreprises non financières	4,1	2,7	4,1	2,7	186,9	0,4
- ménages	3,4	6,2	4,5	5,8	103,7	0,2
- administrations publiques	2,3	7,1	1,2	4,5	60,1	0,0
Variations de stocks (contribution à la croissance)	0,6	0,0	0,2	-	11,1	0,2
Exportations	4,0	2,8	5,5	2,0	481,2	1,4

Source : comptes nationaux, base 2000, Insee.

loyers (réels ou imputés) touchés par les ménages, accélère cette année encore, avec une croissance de 7,8 % (après 6,6 % en 2005).

Les prestations sociales reçues par les ménages ralentissent, sous l'effet du recul des versements effectués au titre de l'assurance chômage.

Les revenus de la propriété sont en apparence peu dynamiques (+ 1,7 %). Cependant, cette décélération est directement liée à la réforme de l'avoir fiscal et a un caractère purement comptable (*encadré*). Au final, l'accélération du revenu des ménages de 0,8 point en 2006, en neutralisant l'effet lié à la réforme de l'avoir fiscal, peut se décomposer de la façon suivante : les revenus nets d'activité y contribuent pour + 0,8 point, l'EBE des ménages pour + 0,2 point, les prestations sociales pour - 0,2 point comme les transferts courants (assurances notamment), les revenus nets de la propriété pour + 0,3 point et les prélèvements fiscaux sur le revenu et le patrimoine pour - 0,1 point.

Avec le regain de leur pouvoir d'achat, les ménages ont maintenu la croissance de leur consommation tout en relevant leur épargne. Après trois années de recul, le taux d'épargne des ménages s'inscrit en hausse en 2006 pour s'établir à 15,5 %. Le surcroît d'épargne disponible a permis aux ménages de poursuivre leur effort d'investissement en logement sans affecter leur capacité financière.

Le taux de marge des entreprises progresse légèrement

En 2006, la progression de la rémunération des salariés versée par les sociétés non financières est plus rapide que celle de leur valeur ajoutée (+ 4,1 % contre + 3,7 %). Le taux de marge des sociétés non financières augmente néanmoins de 0,4 point à 30,7 %. Ce résultat paradoxal est la conséquence de la réforme de la politique agricole commune (Pac) : en faisant basculer, à montants globaux inchangés, des subventions sur produits en subventions d'exploitation, elle a conduit à réduire comptablement de 0,7 point la valeur ajoutée de l'ensemble des entreprises non financières. En neutralisant cet effet, le taux de marge des sociétés non financières serait

2 Principaux éléments du tableau économique d'ensemble

à prix courants, en milliards d'euros ou le cas échéant, en %

	Évolution en % (sauf italiennes)			En Mds €
	2004	2005	2006	2006
Produit intérieur brut, dont :	4,1	3,5	4,3	1 792,0
Valeur ajoutée au prix de base	3,9	3,3	3,9	1 600,0
Impôts sur les produits nets de subventions sur les produits ⁽¹⁾	6,2	4,9	7,6	191,9
Valeur ajoutée brute par secteurs				
Valeur ajoutée des entreprises	3,7	2,8	3,6	1 111,2
Sociétés non financières	4,0	2,8	3,7	895,6
Entreprises individuelles	2,6	2,0	3,3	139,2
Sociétés financières	2,7	4,0	2,6	76,4
Valeur ajoutée des administrations publiques	3,3	3,5	3,2	284,6
Éléments du partage de la valeur ajoutée				
Rémunération des salariés des entreprises	3,8	3,5	4,1	661,2
Excédent brut d'exploitation et revenu mixte des entreprises	2,9	1,2	4,5	414,0
Rémunération des salariés des administrations	2,4	3,2	3,0	234,7
Sociétés non financières				
Excédent brut d'exploitation	3,5	1,2	4,8	274,5
Revenus de la propriété nets versés	11,3	7,3	13,6	102,9
Épargne brute	- 3,6	- 5,1	- 10,4	104,8
Formation brute de capital fixe	6,5	4,4	7,2	174,9
Variation des stocks	1,8	7,0	11,3	11,3
Capacité (+) / Besoin(-) de financement (milliards)	- 24,5	- 49,2	- 73,2	- 73,2
Taux de marge ⁽²⁾	30,8	30,3	30,7	30,7
Taux d'autofinancement ⁽³⁾	78,8	71,7	59,9	59,9
Sociétés financières				
Excédent brut d'exploitation	- 1,3	0,4	- 2,3	24,8
Formation brute de capital fixe	5,2	- 3,5	6,8	13,4
Capacité (+) / Besoin(-) de financement (milliards)	8,5	10,1	17,5	17,5
Ménages (y compris entreprises individuelles)				
Excédent brut d'exploitation ⁽⁴⁾	5,9	6,6	7,8	152,1
Revenu mixte	2,2	1,3	5,6	119,4
Salaires bruts reçus	3,7	3,3	3,8	689,1
Prestations sociales hors transferts sociaux en nature ⁽⁵⁾	4,5	4,3	3,6	352,0
Revenus de la propriété nets reçus	7,6	4,4	1,7	118,4
Impôts courants et cotisations effectives à la charge des ménages	3,5	5,7	3,4	274,4
Revenu disponible brut	4,5	3,5	4,3	1 175,3
Dépense de consommation finale	4,5	4,1	4,0	993,2
Épargne brute	4,4	0,3	5,7	182,1
Formation brute de capital fixe	7,6	8,7	9,4	115,7
Capacité (+) / Besoin (-) de financement (milliards)	67,1	61,6	63,4	63,4
Taux d'épargne ⁽⁶⁾	15,8	15,3	15,5	15,5
Taux d'épargne financière ⁽⁷⁾	6,2	5,5	5,4	5,4
Administrations publiques				
Total des impôts	6,4	5,0	5,7	496,1
Cotisations sociales effectives	3,1	4,5	4,9	294,9
Prestations sociales et autres transferts sociaux en nature versés	4,2	4,4	4,1	594,4
Dépense de consommation collective ⁽⁸⁾	4,4	2,6	3,7	147,7
Subventions et aides à l'investissement versées	3,2	1,5	5,5	56,5
Formation brute de capital fixe	5,3	10,3	5,7	60,1
Capacité (+) / Besoin (-) de financement (milliards)	- 60,4	- 51,5	- 46,4	- 46,4
État	- 53,0	- 52,4	- 47,5	- 47,5
Organismes divers d'administration centrale	9,5	6,9	11,2	11,2
Administrations publiques locales	- 2,4	- 3,3	- 4,6	- 4,6
Administrations de sécurité sociale (y c. hôpitaux)	- 14,6	- 2,6	- 5,6	- 5,6
Relations avec le reste du monde				
Exportations de biens (FAB)	5,7	4,2	9,2	389,2
Importations de biens (FAB)	8,1	8,7	10,6	417,6
Exportations de services - importations de services (milliards)	6,8	5,5	2,6	2,6
Solde des opérations de répartition en provenance du reste du monde (milliards)	- 10,2	- 13,2	- 12,0	- 12,0
Capacité (+) / Besoin (-) de financement de la Nation (milliards)	- 8,5	- 28,9	- 37,8	- 37,8

(1) Les impôts sur les produits regroupent la TVA, les impôts sur les importations et les autres impôts sur les produits (TIPP, taxes sur les tabacs et alcools...).

(2) Excédent brut d'exploitation / valeur ajoutée brute.

(3) Épargne brute / Formation brute de capital fixe.

(4) Excédent principalement tiré de la location de logements, y c. des loyers fictifs des propriétaires versés à eux-mêmes.

(5) Les prestations sociales autres que les transferts sociaux en nature sont principalement les prestations sociales en espèces (retraites, indemnités journalières, allocations familiales, indemnités chômage, RMI).

(6) Épargne brute / revenu disponible brut.

(7) Capacité de financement / revenu disponible brut.

(8) La dépense de consommation collective des administrations publiques correspond au financement courant de biens ou services pour la collectivité tels que la défense, la justice ou l'administration.

Source : comptes nationaux - Base 2000, Insee.

Révisions du PIB en volume

La publication des comptes provisoires de l'année 2006 s'accompagne d'une révision des données publiées par l'Insee l'an passé pour les années 2004 et 2005 (publication du 19 mai 2006 des comptes de la Nation). Une note consultable sur le site internet de l'Insee détaille ces révisions et en précise l'origine en termes de sources d'information. Globalement, la croissance du PIB en volume est revue en hausse de 0,2 point à + 2,5 % pour 2004 et de 0,5 point à + 1,7 % pour 2005.

En ce qui concerne 2006, la présente publication fournit la première évaluation de la croissance aux prix de l'année précédente. Une première estimation aux prix de l'année 2000 avait été annoncée le 30 mars 2007 à l'occasion de la publication des *Résultats Détaillés* du quatrième trimestre de 2006.

Par ailleurs, à partir de la publication des *Premiers Résultats* du premier trimestre de 2007, les comptes trimestriels sont

établis aux prix de l'année précédente (chaînés) et non plus aux prix constants de l'année 2000. De ce fait, l'une des deux sources potentielles d'écart dans l'évaluation entre les versions trimestrielle et annuelle des comptes nationaux disparaît. La seconde subsiste : les comptes trimestriels sont corrigés de l'effet des jours ouvrables, qui peut jouer sur l'évolution annuelle. Cet effet est faible sur l'évolution de 2005, mais il contribue à augmenter la croissance de 2006 à hauteur de 0,2 point dans les comptes trimestriels. L'accélération de l'activité entre 2005 et 2006 est donc plus marquée dans les comptes trimestriels que dans les comptes annuels.

Enfin, l'Insee a rétopolé les séries de comptes nationaux jusqu'en 1959. À cette occasion, les séries sur la période 1978-1999 ont été réexaminées à la lumière des anciennes bases comptables, ce qui a conduit à corriger certaines d'entre elles (*Insee Première* n° 1136).

déficits résulte tout à la fois d'une poussée des recettes et d'un ralentissement de la dépense publique.

La plupart des impôts progressent plus vite que le PIB, principalement pour des effets d'assiette : + 6,1 % pour l'impôt sur le revenu, + 17,2 % pour l'impôt sur les sociétés, + 6,1 % pour la CSG, + 7,1 % pour les taxes d'habitation et + 5,5 % pour les taxes foncières. Les cotisations sociales effectives (+ 4,9 %) progressent également plus vite que la valeur ajoutée. Au total, le poids des prélèvements obligatoires dans le PIB augmente de 0,4 point et atteint 44,2 % en 2006.

En parallèle, les administrations limitent la progression de leurs dépenses tout en les réorientant. La masse salariale versée ralentit quelque peu, de même que les prestations sociales et les transferts sociaux en nature, tandis que la hausse des consommations intermédiaires se maintient sur le même rythme que l'an passé. Les investissements de l'État marquent le pas et ceux des administrations locales se maintiennent sur un rythme très dynamique.

quasiment stable à 30,4 % contre 30,3 % en 2005.

Malgré l'accélération de la valeur ajoutée et le maintien du taux de marge, le recul de l'épargne des sociétés s'accroît en 2006 (- 10,4 % après - 5,1 % en 2005). La progression favorable de l'excédent d'exploitation (+ 4,8 %) est en effet amputée par la progression de la fiscalité (+ 15,0 % hors effet de la suppression de l'avoir fiscal), des charges d'intérêts (liée à la hausse des taux et à la progression de l'endettement) et des dividendes versés.

Ce recul de la capacité financière des entreprises ne les a pas empêchées d'investir. Leur taux d'investissement

progressive à 19,5 %, valeur proche de celle des années 2000 et 2001. Sous l'effet conjugué du recul de leur épargne et du dynamisme persistant de leur investissement, le taux d'autofinancement des entreprises baisse au niveau le plus bas depuis 20 ans : il s'établit à 59,9 %, contre 71,7 % en 2005 et 78,8 % en 2004.

La réduction des déficits publics se poursuit

À 2,5 % du PIB, après 3,0 % en 2005, le déficit des administrations publiques se réduit. Cette réduction du poids des

Bibliographie

« Les comptes des administrations publiques en 2006 : le déficit et la dette se réduisent », *Insee Première* n° 1135, mai 2007.

« L'économie française : ruptures et continuité de 1959 à 2006 », *Insee Première* n° 1136, mai 2007.

« La consommation des ménages en 2006 », *Insee Première* à paraître.

Rubrique « Comptes nationaux annuels », site www.insee.fr

« L'économie française », Rapport sur les comptes de la Nation, édition 2007, Collection *Insee Références*, consultable en juin 2007 sur www.insee.fr

INSEE PREMIÈRE figure dès sa parution sur le site Internet de l'Insee : www.insee.fr (rubrique Publications)

Vous pouvez vous abonner gratuitement aux avis de parution dans <http://www.insee.fr/fr/ppp/abonnement/abonnement.asp#formulaire>

BULLETIN D'ABONNEMENT A INSEE PREMIERE

À RETOURNER À : INSEE/CNGP, Service Abonnement - B.P. 402 - 80004 Amiens CEDEX 1
Tél. : 03 22 97 31 70 Fax : 03 22 97 31 73

OUI, je souhaite m'abonner à INSEE PREMIÈRE - Tarif 2007

Abonnement annuel : 74 € (France) 92 € (Étranger)

Nom ou raison sociale : _____ Activité : _____

Adresse : _____

Tél : _____

Ci-joint mon règlement en Euros par chèque à l'ordre de l'INSEE : _____ €.

Date : _____ Signature

Direction Générale :
18, Bd Adolphe-Pinard
75675 Paris cedex 14
Directeur de la publication :
Jean-Michel Charpin
Rédacteur en chef :
Daniel Temam
Rédacteurs :
C. Benveniste, C. Dulon,
A.-C. Morin, T. Méot
Maquette : É. Houël
Code Sage IP071134
ISSN 0997 - 3192
© INSEE 2007



INSEE
INSTITUT NATIONAL
DE LA STATISTIQUE
ET DES ÉTUDES
ÉCONOMIQUES